

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 24/2018

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 13
Nombre de présents : 12
Nombre de votants : 13

Date de convocation : 18 juin 2018
Date d'affichage : 28 juin 2018

L'an deux mille dix-huit, le vingt-cinq juin à vingt heures et trente minutes, les Membres du Conseil Municipal, légalement convoqués, se sont réunis au siège de la Mairie de la Cerlangue, sous la présidence de Monsieur RATS, Maire.

Etaient présents : M. RATS, M.DEHON, Mme CHAPELLE M. LEGENTIL, M. LAIR (pouvoir Mme BUNDEL), M.RENAULT, M.GUERIN, Mme BRUMENT, M. DRONY, Mme MEDRINAL, Mme DUMESNIL, M.BLONDEL.

Etaient absents excusés : Mme BUNEL.

Madame Anne-Claire Médrial est nommée secrétaire de séance.

Objet : Adoption du règlement du cimetière communal

Monsieur le Maire informe les membres que la commission cimetière a travaillé sur l'élaboration du règlement intérieur du cimetière communal. Lors de la commission cimetière du 13 juin 2018, les membres ont finalisé le projet du règlement intérieur du cimetière afin que celui-ci soit approuvé par le Conseil Municipal.

Lors de cette dernière commission cimetière, les membres ont décidé de constituer un seul et même règlement pour le cimetière et l'espace cinéraire.

Vu,

- les articles L.2213-7 et suivants et L.2223-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- les articles R.2223 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- les articles 225-17 et 225-18 du Code Pénal ;
- les articles 78 et suivants du Code Civil ;
- la loi n°93-23 du 8 janvier 1993, et ses décrets consécutifs relative à la législation dans le domaine funéraire ;
- le décret n°95-953 du 9 mai 1995 portant règlement national des pompes funèbres ;
- la loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

Considérant qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures réclamées par la sécurité, la salubrité et le maintien du bon ordre ainsi que de la décence dans le cimetière communal, il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur le projet de règlement intérieur du cimetière communal annexé à la présente en vue de son approbation et de son application.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

A l'unanimité, décide :

- d'adopter le règlement du cimetière communal de la Cerlangue annexé à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à l'exécution de la présente

ACTE RENDU EXÉCUTOIRE

APRES DEPOT EN PREFECTURE

LE 3/07/2018

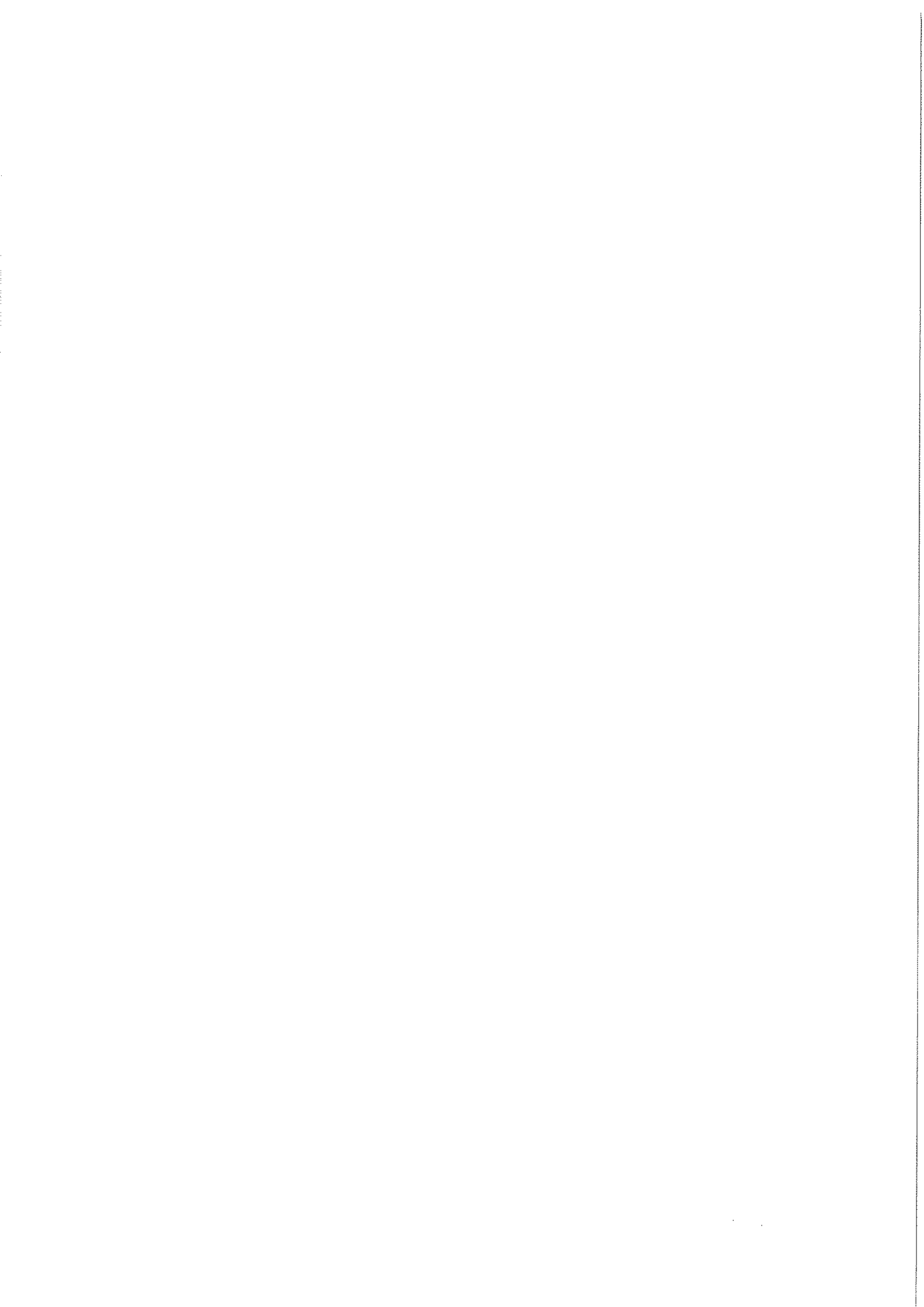
ET PUBLICATION OU NOTIFICATION

DU

Le Maire



LE REGISTRE DUMENT SIGNE
POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE,



REGLEMENT DU CIMETIERE

Le Maire de La Cerlangue,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L.511-4-1 et D.511-13 à D511-13-5 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu les délibérations et les tarifs votés par le Conseil Municipal ;

Vu la Commission Cimetière du 13 juin 2018 ;

Considérant qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures nécessaires à la sécurité, la salubrité, la tranquillité publique, le maintien du bon ordre et de la décence dans les cimetières.

Ce règlement comporte deux parties :

A. Cimetière

B. Espace cinéraire

ARRÊTE

A. CIMETIERE

TITRE 1

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Droit à inhumation.

La sépulture dans le cimetière communal est due :

1. Aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune, quel que soit le lieu où elles sont décédées,
2. Aux personnes décédées sur son territoire, quel que soit leur domicile,
3. Aux personnes ayant droit à l'inhumation dans une sépulture de famille ou une sépulture collective,
4. Aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

Il ne sera procédé à aucune inhumation, exhumation ou dispersion des cendres sans autorisation écrite du Maire.

La demande d'autorisation mentionnera de façon précise l'identité de la personne décédée, son domicile, l'heure et le jour de son décès, ainsi que l'heure, le jour et le numéro d'emplacement où devra avoir lieu son inhumation ou exhumation ou dispersion.

Une autorisation est également délivrée par le Maire en cas de dépôt d'une urne dans une sépulture ou son scellement sur un moment funéraire sous réserve de l'accord écrit de tous les bénéficiaires de la concession.

Le plan, les registres et le présent règlement du cimetière sont déposés en Mairie et consultables pendant les heures d'ouverture au public.

Lors de la reprise des terrains effectuée à la suite des procédures légales, les restes exhumés seront déposés à l'ossuaire communal, une liste nominative de l'ossuaire sera consignée aux documents listés ci-dessus.

Article 2. Affectation des terrains.

Les terrains du cimetière comprennent :

Les terrains communs :

Les terrains communs affectés à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'a pas été demandé de concession. Chaque emplacement ne peut recevoir qu'un seul corps.

La mise à disposition du terrain s'effectue gratuitement pour une durée de 5 ans.

A l'expiration du délai de 5 ans, l'administration municipale ordonnera la reprise desdits terrains.

Un délai de 3 mois supplémentaire sera accordé aux familles afin de procéder d'office au démontage et déplacement des signes funéraires qui n'auraient pas été enlevés. A l'expiration de ce délai, la commune reprendra possession du terrain.

Les restes mortels seront pris en charge par les services municipaux. La commune peut faire procéder à la crémation des restes exhumés en l'absence d'opposition connue ou attestée du défunt.

Les restes des personnes qui avaient manifesté leur opposition à la crémation sont distingués au sein de l'ossuaire.

Concessions trentenaires :

Les concessions trentenaires pour fondation de sépulture privée dont les tarifs et les durées sont votées par le Conseil Municipal.

Concessions cinquantenaires :

Les concessions cinquantenaires pour fondation de sépulture privée dont les tarifs et les durées sont votées par le Conseil Municipal. Les concessions cinquantenaires font l'objet d'une obligation d'un caveau.

Article 3. Choix des emplacements

Les emplacements réservés aux sépultures sont désignés par le Maire ou les agents délégués par lui à cet effet.

Il peut être attribué aux personnes désignées à l'article 1 des concessions par anticipation dans le cimetière communal.

Lorsque le concessionnaire passe en mairie pour réserver en anticipation une concession dans le cimetière, celui-ci devra faire faire les travaux du caveau par un marbrier de son choix, dans un délai de 3 mois maximum. Le piquetage sera accompagné par un membre de la mairie, un élu ou un employé communal qualifié. La taille du caveau sera réglementaire, si taille spécifique une autorisation sera à demander en mairie. La pose des caveaux sera effectuée bord à bord et à ras de la bordure de l'allée.

Article 4 : Droits et obligations des concessionnaires

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas droit de propriété, mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative.

1) Une concession ne peut être destinée à d'autres fins que l'inhumation.

Le concessionnaire aura cependant, le cas échéant, la faculté de faire inhumer dans sa concession certaines personnes n'ayant pas la qualité de parents ou d'alliés mais auxquelles l'attachent des liens exceptionnels d'affectation et de reconnaissance.

Le concessionnaire est le régulateur du droit à l'inhumation dans sa sépulture du temps de son vivant.

Les familles ont le choix entre :

Une concession individuelle : pour la personne expressément désignée,

Une concession familiale : au bénéfice du concessionnaire ainsi que l'ensemble des membres de sa famille sans nomination précise,

Une concession collective : plusieurs personnes avec désignation des personnes sur le titre de concession.

Les Concessions réservées aux enfants seront délivrées à titre gratuit et pour une période de 50 ans. Pour ce type de concession, la sépulture devra être conforme aux caractéristiques techniques en vigueur :

- Caverne
- Concession

2) Le concessionnaire ne peut faire effectuer des travaux de creusement, de construction sous réserve d'autorisation de la mairie.

3) Un héritier peut devoir justifier de sa qualité et de ses droits par la production d'un certificat d'hérédité délivré par un notaire, il n'utilisera cette concession en faveur de parents ou alliés étrangers à la concession, qu'avec le consentement écrit de tous les ayants droits à la concession.

Si le monument funéraire présente un état de dégradation tel qu'il entraîne un danger pour la sécurité publique ou pour les sépultures voisines, le Tribunal Administratif sera saisi pour faire nommer un expert et une mise en demeure de faire exécuter les travaux indispensables sera transmise au concessionnaire ou à ses ayants droits.

En cas d'urgence, les travaux nécessaires pourront être réalisés d'office, à la demande de la commune et aux frais du concessionnaire ou de ses ayants droits.

Article 5. Renouvellement

Les concessions de terrains sont renouvelables au tarif en vigueur au moment du renouvellement.

Le renouvellement se fait normalement à l'échéance. Il est réalisable également pendant une période de 2 ans après la date d'expiration de la concession ou ses héritiers. Le point de départ de la nouvelle concession est celui d'expiration de la concession précédente.

Si dans la période de 5 années avant l'échéance, il est procédé à une nouvelle inhumation, le concessionnaire est tenu de renouveler la concession qui est effectué sur la base du tarif en vigueur au moment de l'opération.

Le point de départ de la nouvelle concession est celui d'expiration de la concession précédente.

Article 6. Non-paiement

Toute concession non payée est considérée comme terrain commun et l'emplacement est récupéré au bout de 5 ans au profit de la commune.

Article 7. Non renouvellement.

En cas de non renouvellement à l'échéance des 2 ans le terrain sera repris par la commune. Durant ces 2 ans, un affichage préviendra les ayants droits de la date de la reprise de la concession.

La commune n'est pas tenue de publier un avis de reprise des terrains ni de la notifier à l'ex-concessionnaire ou ses ayants droits, ni de les informer de la date d'exhumation.

Les ossements seront ré-inhumés dans l'ossuaire ou crématisés.

A défaut pour les familles de réclamer les objets funéraires leur appartenant, ces derniers intègrent immédiatement le domaine privé communal.

Si un caveau ou un monument a été construit, celui-ci revient gratuitement à la commune.

Article 8. Entretien.

Les abords sont entretenus par les familles, l'usage des produits phytosanitaires est interdit. Toute utilisation sera sanctionnée d'une amende.

Pour une bonne tenue du cimetière, la floraison des monuments est à entretenir. Les déchets sont à apporter dans les bacs prévus à cet effet.

Article 9. Etat d'abandon

Les concessions arrivées à terme échu, constatées en état d'abandon peuvent faire l'objet d'une procédure de reprise selon les articles L2223-17 et L2223-18 et R2223-23 du Code Général des Collectivités Territoriales. La Mairie se réserve le droit à l'enlèvement de matériaux dangereux pour la sécurité des usagers du cimetière (fer, plaque menaçant de tomber)

Article 10. Transmission

La transmission de la concession peut intervenir du vivant de son titulaire par une demande écrite adressée à la Mairie ou après sa mort, par un acte notarié.

De son vivant, le concessionnaire peut faire une demande écrite auprès de la mairie pour donner sa concession, libre de tous corps. Sinon après sa mort, la demande devra être faite par un acte notarié.

Dans ce cas, un acte de substitution est ratifié par le Maire.

Les concessions de terrain devant échapper à toute opération spéculative, elles ne sont susceptibles d'être transmises qu'à titre gratuit.

Elle sera transmise par voie de succession dans le cas où la concession est vide de tout corps.

Article 11. Rétrocession

La commune pourra accepter la rétrocession d'une concession dans les conditions suivantes :

- Le terrain devra être libre de tout corps.
- En aucun cas, il ne sera remboursé par la commune le prix des caveaux construits sur ces concessions.
- Seul le concessionnaire de son vivant peut rétrocéder sa concession.
- Les rétrocessions seront consenties à titre gratuit.

Article 12. Comportement des personnes pénétrant dans le cimetière communal

L'entrée du cimetière est interdite aux animaux domestiques, aux personnes ivres, aux marchands ambulants, ainsi qu'à toute personne qui ne serait pas vêtue décentement.

Sont interdits à l'intérieur du cimetière :

- Les cris, chants (sauf psaumes à l'occasion d'une inhumation), la diffusion de musique, les conversations bruyantes, les disputes.
- L'apposition d'affiches, tableaux ou autre signe d'annonce sur les murs ainsi qu'à l'intérieur du cimetière.
- Le fait d'escalader les murs de clôture, les grilles de sépulture, de traverser les carrés, de monter sur les monuments et pierres tombales, de couper ou d'arracher des plantes sur les tombeaux d'autrui, d'endommager de quelque manière les sépultures.
- Le dépôt d'ordures à des endroits autres que ceux réservés à cet usage.
- Le fait de jouer, boire ou manger.
- La prise de photographies d'une sépulture n'appartenant pas à la famille ou le tournage de films sans autorisation de la famille et de l'administration.
- Le démarchage et la publicité, à l'intérieur ou aux portes du cimetière.
- Les sonneries de téléphone portable lors des inhumations et exhumations.
- Le fait de fumer et de vapoter

Les personnes admises dans le cimetière (y-compris les ouvriers y travaillant) qui enfreindraient ces dispositions ou qui par leur comportement manqueraient de respect dû à la mémoire des morts seront expulsées par la Gendarmerie.

Article 13. Vol au préjudice des familles.

Toute personne souhaitant emporter un objet funéraire se trouvant sur une sépulture familiale devra respecter la procédure suivante :

1. Adresser une demande écrite auparavant à la mairie
2. Si les services de la Mairie donne leur accord, une ou des photos de(s) objet(s) sera (seront réalisé(s) au préalable.

3. L'enlèvement de ou des objets devra (ont) se faire en présence d'un agent de la mairie chargé de la gestion du cimetière ou de son représentant.

Article 14. Circulation de véhicule et conditions d'accès

La circulation de tout véhicule (automobile, scooter, bicyclettes...) est interdite à l'intérieur du cimetière à l'exception :

- Des fourgons funéraires
- Des véhicules techniques municipaux.
- Des véhicules employés par les entrepreneurs de monuments funéraires pour le transport de matériaux.
- Des fleuristes pour livraison ou entretien des sépultures.
- Des véhicules des personnes à mobilité réduite se rendant sur une sépulture pourront y accéder aux heures d'ouverture de la Mairie, excepté les jours d'inhumation et d'exhumation (les clés sont à retirer en Mairie).

Le 1^{er} novembre, la circulation des véhicules sera totalement interdite.

L'entrée des véhicules autorisés se fera par la barrière verte située dans le fond. Voir plan en annexe

TITRE 2

REGLES RELATIVES AUX INHUMATIONS

Article 14. Documents à délivrer à l'arrivée du convoi.

A l'arrivée du convoi, l'autorisation d'inhumation délivrée par le maire de la commune devra être présentée aux agents municipaux.

Toute personne qui manquerait à cette obligation serait passible des peines visées par l'article R 645-6 du Code Pénal.

Article 15. Inhumation en pleine terre.

Tout creusement de sépulture en pleine terre devra être étayé solidement et entourée de bastaings pour consolider les bords au moment de l'inhumation. Ces travaux devront être réalisés par une entreprise habilitée.

Article 16. Période et horaire des inhumations.

Aucune inhumation n'aura lieu le dimanche, les jours fériés ainsi que le 31 octobre.

TITRE 3

REGLES RELATIVES AUX INHUMATIONS EN TERRAIN COMMUN

Article 17. Espace entre les sépultures.

Dans la partie du cimetière affectée aux sépultures en terrain non concédé, chaque inhumation aura lieu dans une fosse particulière distante des autres fosses de 30 cm au moins. Toutefois, en cas de calamité, de catastrophe ou de tout autre évènement qui entraînerait un nombre anormalement élevé de décès, les inhumations auront lieu en tranchées distantes de 20 cm.

Les inhumations interviendront les unes à la suite des autres sans qu'on puisse laisser des emplacements libres, vides.

L'utilisation de cercueil hermétique ou imputrescible est interdite sauf circonstances sanitaires le préconisant.

Article 18. Reprise des parcelles.

A l'expiration du délai prévu par la loi, la commune pourra ordonner la reprise de la parcelle. La décision de reprise sera portée à la connaissance du public par voie d'affiche.

A compter de la date de décision de reprise, les familles disposeront d'un délai de trois mois pour faire enlever les signes funéraires, et monuments qu'elles auraient placés sur les sépultures concernées. A l'expiration de ce délai, la commune prendra possession et décidera de l'utilisation de ces biens non réclamés.

Les restes mortels ainsi que les biens de valeur qui seraient trouvés seront réunis dans un reliquaire scellé ou crématisés.

Les reliquaires seront inhumés dans l'ossuaire et les cendres dans l'espace cinéraire.

Les débris de cercueil seront incinérés.

TITRE 4

REGLES RELATIVES AUX TRAVAUX.

Article 19. Opérations soumises à une autorisation de travaux.

Toute intervention sur une sépulture est soumise à la délivrance d'une autorisation de travaux par le Maire.

Les interventions comprennent notamment : la pose d'une pierre tombale, la construction d'un caveau ou fausse case, la pose d'un monument, la rénovation, l'installation d'étagères pouvant servir de support aux cercueils dans les caveaux, la construction d'une chapelle, l'ouverture d'un caveau, la pose support aux cercueils dans les caveaux, la pose de plaques sur les cases du columbarium ou cavurnes.

Une demande de travaux signée par le concessionnaire ou ayant droit indiquera la concession concernée, les coordonnées de l'entreprise ainsi que la nature des travaux à effectuer. Dans le cas où la demande n'est pas faite par le concessionnaire initial, l'entreprise devra transmettre à l'administration la preuve de la qualité d'ayants droit par la personne qui demande les travaux.

Article 20. Vide sanitaire.

Les concessions dépourvues de caveau devront respecter un vide sanitaire (entre le sommet du dernier cercueil et le sol) d'une hauteur de 1 mètre.

Article 21. Travaux obligatoires

L'acquisition ou le renouvellement d'une concession de terrain sont soumis aux travaux suivants ;

- Pose d'une semelle

- Construction d'une fausse case ou d'un caveau

Semelles : La pose d'une semelle est obligatoire.

Stèles et monuments : Les stèles et monuments ne devront en aucun cas dépasser les limites de la pierre tombale.

Article 22. Scellement d'une urne sur la pierre tombale.

Le scellement devra être effectué de manière à éviter les vols.

Article 23. Période des travaux

A l'exception des interventions indispensables aux inhumations, les travaux sont interdits aux périodes suivantes : dimanches, jours fériés ainsi que le 31 octobre.

Article 24. Déroulement des travaux

La commune surveillera les travaux de construction de manière à prévenir tout ce qui pourrait nuire aux sépultures voisines.

Les concessionnaires ou constructeurs devront se conformer aux indications qui leur seront données par les agents communaux même après l'exécution des travaux.

Dans le cas où malgré les indications et injonctions, le constructeur ne respecterait pas la superficie concédée et les normes imposées, la commune pourra faire suspendre immédiatement les travaux. La démolition des travaux commencés ou exécutés sera entreprise d'office par l'administration municipale aux frais de l'entreprise contrevenante.

Les travaux devront être exécutés de manière à ne compromettre en rien la sécurité publique ni gêner la circulation dans les allées.

Aucun dépôt même momentané de terre, matériaux, revêtement et autres objets ne pourra être effectué sur les sépultures voisines.

Toute mesure sera prise pour ne pas salir les tombes voisines pendant l'exécution des travaux. Les matériaux nécessaires pour les constructions ne seront approvisionnés qu'au fur et à mesure des besoins.

En cas de défaillance et après mise en demeure restée infructueuse pendant 15 jours, les travaux de remise en état seront effectués par l'administration aux frais des entreprises défaillantes.

Article 25. Inscriptions

Les inscriptions admises de plein droit sont celles des noms, prénoms du défunt ainsi que sa date de naissance et de décès.

Toute autre inscription devra être préalablement soumise au Maire. Si le texte à graver est en langue étrangère, il devra être accompagné de sa traduction.

Article 26. Outils de levage.

Les travaux ne devront pas être effectués en prenant appui sur les monuments voisins ou les arbres, le revêtement des allées ou les bordures en ciment.

Article 27. Achèvement des travaux.

Après les travaux, il appartient aux entreprises de faire évacuer les gravats et résidus de fouille. Les entreprises aviseront la mairie de l'achèvement des travaux.

Les entrepreneurs devront alors nettoyer avec soin les abords des ouvrages et réparer, le cas échéant les dégradations qu'ils auraient commises.

Le matériel ayant servi à l'occasion des travaux sera immédiatement enlevé par l'entrepreneur. Les excavations seront comblées de terre par l'entreprise habilitée.

Article 28. Acquisition des concessions.

Les personnes désirant obtenir une concession dans le cimetière devront s'adresser à la Mairie aux jours et heures d'ouverture.

Les entreprises de pompes funèbres pourront éventuellement faire office d'intermédiaire.

Les entreprises n'encaisseront en aucun cas les sommes pour le compte de la commune. Les chèques relatifs à l'acquisition des concessions devront être libérés à l'ordre du Trésor Public.

Dès la signature de l'acte de concession, le concessionnaire devra en acquitter les droits au tarif en vigueur le jour de la signature.

Article 29. Droits et obligations du concessionnaire.

Le concessionnaire doit conserver la concession en bon état de propreté et d'entretien.

En cas de changement d'adresse, le concessionnaire est tenu d'informer la commune de ses nouvelles coordonnées.

La concession ne peut être affectée qu'à l'inhumation ou le dépôt d'urnes cinéraires.

Les terrains seront entretenus par les concessionnaires en bon état de propreté et les ouvrages en bon état de conservation et de solidité.

Les plantations ne pourront être faites et se développer que dans les limites du terrain concédé. Elles devront toujours être disposées de manière à ne pas gêner la surveillance et le passage. Faute pour les concessionnaires de satisfaire à ces obligations et après mise en demeure restée infructueuse pendant 15 jours, l'administration municipale poursuivra les contrevenants devant les juridictions répressives.

En cas de péril, la commune poursuivra les travaux d'office et aux frais des contrevenants.

Article 30. Renouvellement des concessions.

Les concessions sont renouvelables à l'expiration de chaque période de validité.

Le concessionnaire ou ses ayants droits auront la possibilité d'effectuer le renouvellement dans les 3 mois qui précèdent la date d'échéance et jusqu'à 2 ans après la date d'échéance.

La date de prise d'effet du renouvellement est fixée au lendemain de la date d'échéance de la concession initiale et les tarifs seront ceux applicables à la date de laquelle le renouvellement a été effectivement demandé.

Dans une concession familiale, toute inhumation dans les 5 ans qui précèdent son expiration, entraîne le renouvellement de la concession qui prendra effet à la date d'expiration de la période précédente. Le prix sera celui applicable au moment de la signature de l'acte de renouvellement.

Une concession ne pourra faire l'objet d'un renouvellement que lorsque les travaux préconisés par la commune auront été exécutés.

Article 31. Rétrocession.

Le concessionnaire pourra rétrocéder à la Commune une concession avant son échéance aux conditions suivantes :

- Le terrain devra être libre de tout corps
- Le terrain devra être restitué libre de toute construction (caveau, monument...)
- Seul le concessionnaire de son vivant peut rétrocéder sa concession.
- Les rétrocessions sont consenties à titre gratuit.
- Si le concessionnaire décède sans utiliser son emplacement, la concession revient de plein droit à la Mairie. Elle en fera l'usage nécessaire

TITRE 6

REGLES RELATIVES AUX CAVEAUX PROVISOIRES

Article 33.

Le caveau provisoire peut recevoir pour une durée maximale d'1 mois, les transportés en dehors de la commune.

Le dépôt du corps ne pourra avoir lieu que sur demande présentée par la personne ayant qualité. Le cercueil devra être déposé à l'intérieur d'une housse d'exhumation.

L'enlèvement des corps ne pourra être effectué que dans les formes et conditions prescrites par les exhumations.

TITRE 7

REGLES APPLICABLES AUX EXHUMATIONS

Article 34. Demande d'exhumation.

Aucune exhumation, sauf celles ordonnées par l'autorité judiciaire ne peuvent avoir lieu sans l'accord préalable du Maire.

Le demandeur devra fournir la preuve de la réinhumation (Exemple : attestation du cimetière d'une autre commune).

Elle pourra être refusée ou repoussée pour des motifs tirés de la sauvegarde du bon ordre du cimetière, de la décence ou de la salubrité publique.

Ainsi, l'exhumation du corps des personnes ayant succombé à l'une des maladies contagieuses ne pourra être autorisée qu'après un délai d'un an à compter de la date du décès.

La demande devra être formulée par le plus proche parent du défunt. En cas de désaccord avec les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée que par les Tribunaux.

Article 35. Exécution des opérations d'exhumation.

Elles se déroulent en présence des personnes ayant qualité pour y assister sous la surveillance d'un agent communal ou un élu.

Elles ne pourront être effectuées que sur rendez-vous.

Lorsque le motif est le transfert du corps dans un autre cimetière, l'exhumation n'interviendra que si le monument a été préalablement déposé.

Article 36. Mesures d'hygiène.

Les personnes chargées de procéder aux exhumations devront utiliser les vêtements et produits de désinfections imposées par la législation.

Avant d'être manipulés, les cercueils et extraits des fosses seront arrosés avec une solution désinfectante. Il en sera de même pour les outils ayant servi au cours de l'exhumation.

Les restes mortels devront être placés avec décence et respect dans un reliquaire de taille approprié et seront placés dans l'ossuaire prévu à cet effet.

Si un bien de valeur est trouvé, il sera placé dans le reliquaire et notification en sera faite sur le procès-verbal d'exhumation.

Si au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert qu'à condition qu'un délai supérieur à 5 ans depuis le décès se soit écoulé (Délai légal avant une exhumation).

Si le cercueil est trouvé détérioré, le corps sera placé dans un autre cercueil ou, s'il peut être réduit dans un ossuaire.

TITRE 8

REGLES APPLICABLES AUX OPERATIONS DE REUNION DE CORPS

Article 38. Réduction de corps.

Pour les motifs tirés de l'hygiène et du respect dû aux morts, toute réduction de corps demandée par la famille en vue d'étendre la possibilité d'accueil d'une sépulture existante est strictement prohibée si le défunt se trouve dans la sépulture depuis moins de 5 ans.

La demande devra être accompagnée de l'autorisation signée de l'ensemble des ayants droits du défunt.

La réunion des corps dans des caveaux ne pourra être faite, qu'après autorisation du Maire, sur demande de la famille et sous réserve que le concessionnaire initial n'ait pas précisé dans l'acte de concession les noms des personnes dont il autorisait l'inhumation dans la sépulture à l'exclusion de toutes autres ou sa volonté qu'il ne soit pas touché aux corps qui y reposent.

La réduction des corps dans les caveaux ne pourra s'effectuer que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations.

Article 39. Cercueil hermétique.

Tout cercueil hermétique pour maladie contagieuse ne pourra faire l'objet d'une exhumation.

Article 40. Dispositions relatives à l'exécution du règlement intérieur.

Le présent règlement entre en vigueur le 25 juin 2018.

Article 41.

Toute infraction au présent règlement sera constatée par les agents chargés de la surveillance du cimetière et les contrevenants poursuivis conformément à la législation en vigueur.

Article 42.

Monsieur le Maire, les agents municipaux concernés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent règlement, tenu à la disposition des administrés en mairie, dont des extraits seront affichés aux portes du cimetière et joints aux contrats de concession.

B) REGLEMENT DE L'ESPACE CINERAIRE

Le Maire de La Cerlangue

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L.511-4-1 et D.511-13 à D511-13-5 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

ARRÊTE

TITRE 1

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 Aménagement

Dans l'enceinte du cimetière communal, la municipalité met à disposition des familles, un espace cinéraire qui se présente en deux parties :

- Les columbariums
- Un espace de dispersion

Concessions quingénaires :

Les concessions sont délivrées pour une période de 15 ans ou 30 ans pour fondation de sépulture privée dont les tarifs sont votés par le Conseil Municipal.

Article 2. Choix des emplacements.

Les emplacements réservés aux sépultures sont désignés par le Maire ou les agents délégués par lui à cet effet. Aucune réservation ne peut être faite à l'avance dans le columbarium.

Article 3. : Droits et obligations des concessionnaires

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas droit de propriété, mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative.

- 1) Une concession ne peut être destinée à d'autres fins que l'inhumation.

Le concessionnaire aura cependant, le cas échéant, la faculté de faire inhumer dans sa concession certaines personnes n'ayant pas la qualité de parents ou d'alliés mais auxquelles l'attache des liens exceptionnels d'affectation et de reconnaissance.

Le concessionnaire est le régulateur du droit à inhumation dans sa sépulture du temps de son vivant.

Article 4. Identification

L'identification des personnes dont les cendres seront déposées au columbarium se fera par apposition par gravure sur les portes des cases. L'ouverture et la fermeture des cases ainsi que la personnalisation de leurs portes seront exécutées exclusivement par une entreprise spécialisée habilitée à cet effet, et après autorisation délivrée par le service compétent de la mairie. Les frais inhérents à ces prestations seront pris en charge par la famille du défunt.

Article 5. Renouvellement

Les concessions de terrains et de cases sont renouvelables au tarif en vigueur au moment du renouvellement.

Le renouvellement se fait normalement à la date d'échéance. Il est réalisable également pendant une période de 2 ans après la date d'expiration de la concession par le concessionnaire ou ses héritiers. Le point de départ de la nouvelle concession est celui d'expiration de la concession précédente.

Si dans la période de 5 années avant l'échéance, il est procédé à une nouvelle inhumation, le concessionnaire est tenu de renouveler la concession qui est effectué sur la base du tarif en vigueur au moment de l'opération.

Article 6. Taxes

Chaque dépôt ou scellement d'urne donnera lieu au paiement d'une taxe de dépôt telle que fixée par le Conseil Municipal.

Une taxe est également due pour la dispersion des cendres.

Article 7. Non-paiement

Pour toute concession non payée, la mairie reprendra l'emplacement au bout de 5 ans.

Article 8. Non renouvellement

En cas de non renouvellement à l'échéance des 2 ans le terrain ou la case seront repris par la commune. Durant ces 2 ans, un affichage préviendra les ayants droits de la date de la reprise de la concession.

La commune n'est pas tenue de publier un avis de reprise des terrains ou des cases ni de la notifier à l'ex-concessionnaire ou ses ayants droits, ni de les informer de la date d'exhumation.

A défaut pour les familles de réclamer les objets funéraires leur appartenant, ces derniers intègrent immédiatement le domaine privé communal.

Si un monument a été construit, celui-ci revient gratuitement à la commune.

Article 9. Dépôt de fleurs et plantes

Le jour du dépôt de l'urne funéraire, des fleurs et des plantes pourront être déposées au pied du columbarium. Ensuite le fleurissement sera limité à l'espace correspondant à la case.

Article 10. Dépôt d'objets.

Tout dépôt d'objet, pierre sépulcrale ou autre signe indicatif de sépulture est strictement prohibé sur ou aux alentours des columbariums et dans les lieux affectés à la dispersion des cendres.

Article 11. Retrait d'une urne à la demande du titulaire de l'emplacement

Les urnes ne peuvent être retirées des cases ou cavurnes qu'en application de la législation en vigueur pour les exhumations.

TITRE 2

La dispersion

Article 12. La localisation

A l'entrée du cimetière est aménagé un espace destiné à la dispersion des cendres. Cette dispersion ne peut être effectuée dans aucun autre lieu public du cimetière ni sur les terrains communs ni sur les espaces concédés afin d'y fonder une sépulture particulière.

Article 13. Inscription

Chaque dispersion sera inscrite sur un registre tenu en mairie et si la famille le désire, à ses frais, sur la stèle de l'espace cinéraire.

L'obligation est faite au service des Pompes Funèbres de signaler la dispersion des cendres

Article 14. Entretien

L'espace de dispersion est entretenu par les employés communaux. Seules les fleurs coupées naturelles peuvent y être déposées le jour de la dispersion des cendres. Elles seront enlevées périodiquement.

Article 15. Circulation des Pompes Funèbres.

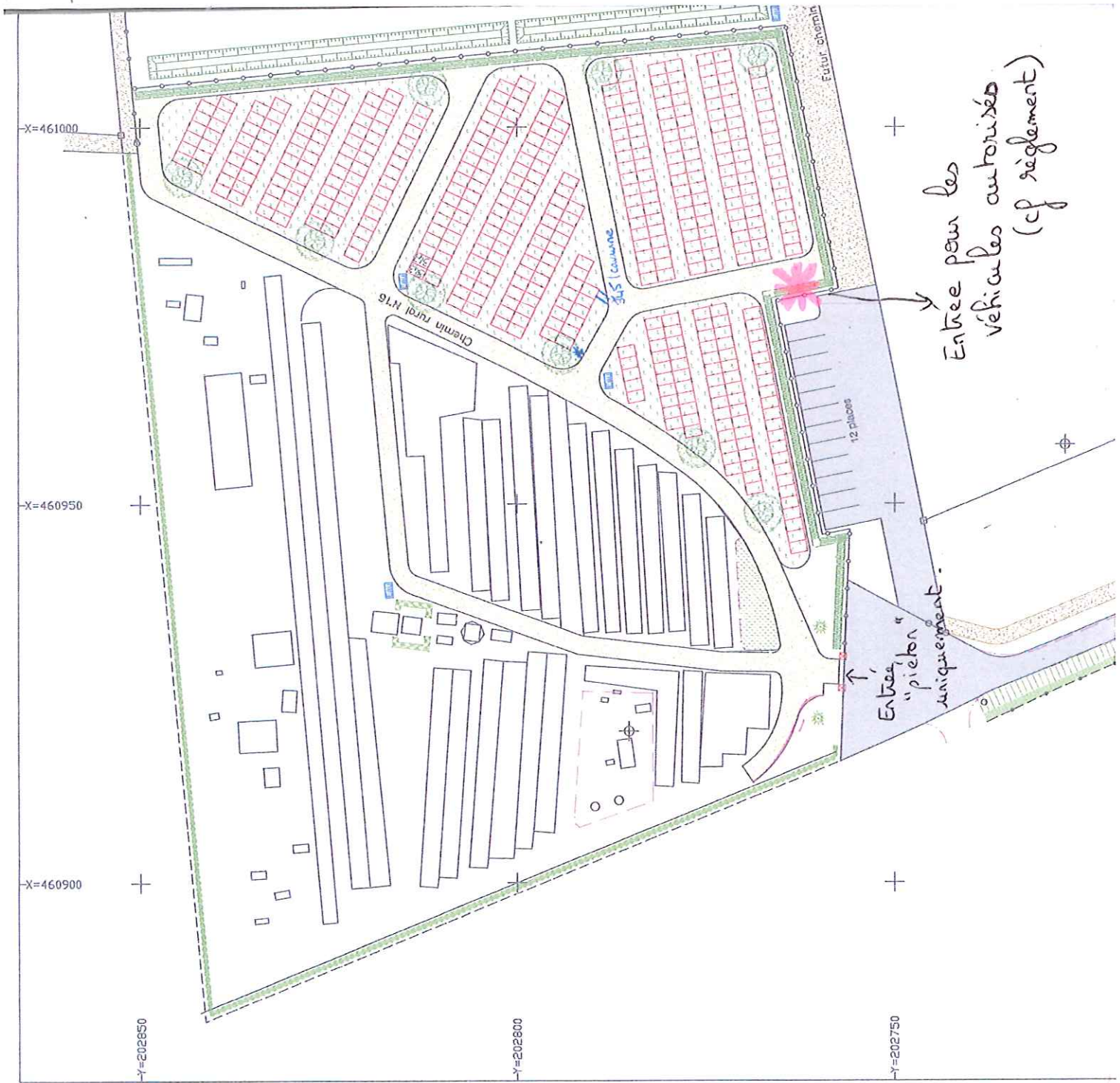
Les services des Pompes Funèbres doivent emprunter la barrière Est de service. Voir plan en annexe.

Fait à La Cerlangue, le 25 juin 2018

ACTE RENDU EXECUTOIRE
APRES DEPOSIT EN REGISTRE
LE 3 10 18
ET PUBLICATION OU NOTIFICATION
DU



Le Maire
Michel RATS



Entree pour les
véhicules autorisés
(cf règlement)

Entree
"pieton"
uniquement.

12 places

X=461000

X=460950

X=460900

Y=202650

Y=202600

Y=202750

Chemin rural N.16

Futur chemin

345 logements

